

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 62

**Loi sur les propositions aux salariés des secteurs
de l'éducation des affaires sociales et de la fonction publique**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. PIERRE MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main d'oeuvre

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le projet a pour objet d'imposer au gouvernement l'obligation de déposer à l'Assemblée nationale au plus tard le 21 novembre 1979 les dernières propositions faites aux associations de salariés dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique. Il oblige également les associations de salariés, dans les mêmes secteurs, à soumettre ces propositions aux salariés qu'elles représentent au plus tard le 28 novembre 1979.

Pour la période de mise en oeuvre de ces dispositions, le projet impose un sursis à l'exercice des droits de grève et de lock out.

Projet de loi n° 62

**Loi sur les propositions aux salariés des secteurs de l'éducation,
des affaires sociales et de la fonction publique**

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«association de salariés», «employeur», «salarié», «grève» et «lock-out»: ce qu'entend par ces mots le Code du travail;

«secteurs de l'éducation et des affaires sociales»: les secteurs d'activités visés dans le chapitre II de la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (1978, c. 14).

«secteur de la fonction publique»: un secteur d'activités auquel s'applique le chapitre III du chapitre 14 des lois de 1978 et un secteur d'activités visé par la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15)

2. La présente loi s'applique, dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique, aux associations de salariés visées dans l'annexe, aux salariés qu'elles représentent et aux employeurs à l'égard desquels elles sont accréditées.

SECTION II

PROPOSITIONS PATRONALES

3. Le gouvernement doit, au plus tard le 21 novembre 1979, déposer à l'Assemblée nationale un rapport sur les dernières propositions faites par une partie patronale à un groupement d'associations de salariés ou, suivant le cas, à une association de salariés dans le cadre de la négociation d'une convention collective.

Ce dépôt peut être valablement fait auprès du secrétaire général de l'Assemblée nationale lorsque cette dernière ne siège pas. Le gouvernement doit alors donner immédiatement avis du dépôt du rapport au groupement d'associations de salariés ou à l'association de salariés concernée.

Dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales, les propositions portent sur les stipulations négociées à l'échelle nationale au sens du chapitre 14 des lois de 1978. Dans les autres cas, elles portent sur toutes les matières qui font l'objet de négociations en vue de la conclusion de la convention collective.

SECTION III

CONSULTATION DES SALARIÉS

4. Une association de salariés doit, au plus tard le 28 novembre 1979, soumettre, par voie de scrutin secret, aux salariés qu'elle représente, les propositions patronales les concernant.

5. Une association de salariés doit prendre les mesures nécessaires pour informer les salariés qu'elle représente, au moins quarante-huit heures à l'avance, de la tenue du scrutin.

Elle doit, en outre, au plus tard quarante-huit heures après la tenue du scrutin, informer, par écrit, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre des résultats du scrutin en indiquant, pour chacun des groupes pour lesquels elle est accréditée, le nombre de salariés qui se sont prononcés pour l'approbation des propositions et le nombre de salariés qui les ont rejetées.

Dans le cas où une association de salariés adhère, appartient ou est affiliée à un groupement d'associations de salariés au sens du chapitre 14 des lois de 1978, les mesures prévues au présent article peuvent être prises par ce groupement.

6. Pendant la période requise pour l'application des articles 3 à 5, une association de salariés doit surseoir à l'exercice du

droit de grève acquis suivant le Code du travail et un employeur doit surseoir à l'exercice du droit au lock out.

Cette période commence à 00h01, le 13 novembre 1979 et se termine à 24h00 le 29 novembre 1979.

Pendant cette période, un salarié doit accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions en vertu des conditions de travail qui lui sont applicables.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

7. Quiconque contrevient ou incite une personne à contrevenir à l'article 6 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, de l'une ou de l'autre des peines prévues par l'article 142 du Code du travail.

Quiconque contrevient à une autre disposition de la présente loi commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, des peines prévues par l'article 144 du Code du travail.

La poursuite est intentée suivant la Loi des poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

8. La présente loi n'a pas pour effet de soustraire les employeurs et les salariés qu'elle vise, à l'application du Code du travail.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

ASSOCIATIONS DE SALARIÉS VISÉS PAR LA PRÉSENTE LOI

1 — *Secteur de la Fonction publique*

a) secteur d'activités auquel s'applique la Loi sur la Fonction publique:

- Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec
- Syndicat des professionnels du Gouvernement du Québec

b) secteur des organismes gouvernementaux:

- Syndicat des employés de la traverse Québec – Lévis (CSN)
- Syndicat des employés de la traverse Matane, Baie-Comeau, Godbout (CSN)
- Syndicat des employés de la traverse St-Laurent (CSN)
- les associations de salariés des Commissions de formation professionnelle qui adhèrent, sont affiliées ou appartiennent à la Fédération des employés de service public (CSN) et au Syndicat canadien de la Fonction publique (FTQ)

2 — *Secteur des Affaires sociales:*

a) les associations de salariés qui adhèrent, sont affiliées ou appartiennent aux organismes suivants:

- Fédération des Affaires sociales (CSN)
- Fédération des professionnels et salariés cadres du Québec (secteur des affaires sociales) (CSN)
- Union des employés de service, local 298 (FTQ)
- Syndicat canadien de la Fonction publique (FTQ)
- la Centrale de l'enseignement du Québec
- le Cartel des organismes professionnels de la Santé Inc.
- la Fédération québécoise des infirmières et infirmiers

b) la National Union of Operating Engineers of Canada, local 14,850 des métallurgistes unis d'Amérique (FTQ)

3 — *Secteur de l'Éducation:*

les associations de salariés qui adhèrent, sont affiliées ou appartiennent aux organismes suivants:

- la Centrale de l'enseignement du Québec
- la Fédération nationale des enseignants québécois (CSN)
- la Fédération des professionnels et salariés cadres du Québec
- la Fédération des employés des services publics (CSN)
- le Syndicat canadien de la Fonction publique (FTQ)
- l'Union des employés des employés de services, local 298 (FTQ)
- l'Union internationale des employés professionnels et de bureau, local 57 (FTQ)

- Provincial Association of Protestant Teachers (FTQ)
- la Fédération des enseignants de CEGEP (CEQ)